



# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier  
mensuel  
de  
conjoncture

**Direccte** Direction régionale des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation,  
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

1<sup>er</sup> avril 2015

# Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

*[idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)*

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 6 mai 2015.

# SOMMAIRE

## ◆ **Synthèse régionale**

- *Page 4*

## ◆ **Marché du travail**

- *Page 5* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois
- *Page 6* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département
- *Page 7* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe
- *Page 8* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge
- *Page 9* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel
- *Page 10* : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA
- *Page 11* : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi
- *Page 12* : taux de chômage (Insee)

## ◆ **Emploi**

- *Page 13* : offres d'emploi confiées à Pôle emploi
- *Page 14* : évolution récente de l'intérim
- *Page 15* : évolution récente de l'emploi salarié

## ◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- *Page 17* : activité partielle
- *Page 18* : procédures de licenciement collectif

# Synthèse régionale

## MARCHE DU TRAVAIL

En février 2015, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) augmente de +0,7 % en Île-de-France (données CVS) et de +0,4 % en France métropolitaine.

Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits progresse de +0,4 % dans la région et de +0,6 % en France métropolitaine. En un an, la hausse en catégorie ABC s'élève à +6,1 % en Île-de-France et à +6,5 % en France métropolitaine.

En catégorie ABC, la demande d'emploi des hommes augmente de +0,3 % et celle des femmes de +0,4 %. Sur le dernier trimestre, l'évolution de la demande d'emploi demeure toujours plus favorable pour les hommes (+0,9 %) que pour les femmes (+1,4 %).

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en catégorie ABC se replie au mois de février en Île-de-France (-0,3 %) alors qu'il augmente en France métropolitaine (+0,2 %). Le nombre de demandeurs d'emploi seniors poursuit sa hausse soutenue en région francilienne mais aussi au niveau national.

Les cadres continuent toujours d'être relativement épargnés par la hausse de la demande d'emploi, tandis que les employés de commerce et des services sont les plus affectés.

Au troisième trimestre 2014, le taux de chômage francilien représente 8,8 % de la population active, en hausse de +0,2 point par rapport au deuxième trimestre, après avoir stagné durant trois trimestres.

## EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente légèrement au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 en Île-de-France tandis qu'il diminue en France métropolitaine. L'utilisation de l'intérim dans la construction continue de chuter, entraînant depuis quelques mois une baisse de l'activité intérimaire dans son ensemble.

## MUTATIONS ECONOMIQUES

Au mois de février 2015, le nombre d'heures d'activité partielle autorisées demeure très élevé, à l'image des deux précédents mois. Le secteur de la construction reste, de loin, le principal bénéficiaire de ces heures autorisées. Le nombre d'emplois menacés par des procédures de licenciement collectif s'établit, dans la lignée du mois de janvier, à un niveau élevé. L'accalmie observée lors du second trimestre 2015 semble ainsi prendre fin.

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2015

En février 2015, la demande d'emploi de catégorie A augmente en Île-de-France de +0,7 % après correction des variations saisonnières. Elle augmente de +0,4 % en France métropolitaine.

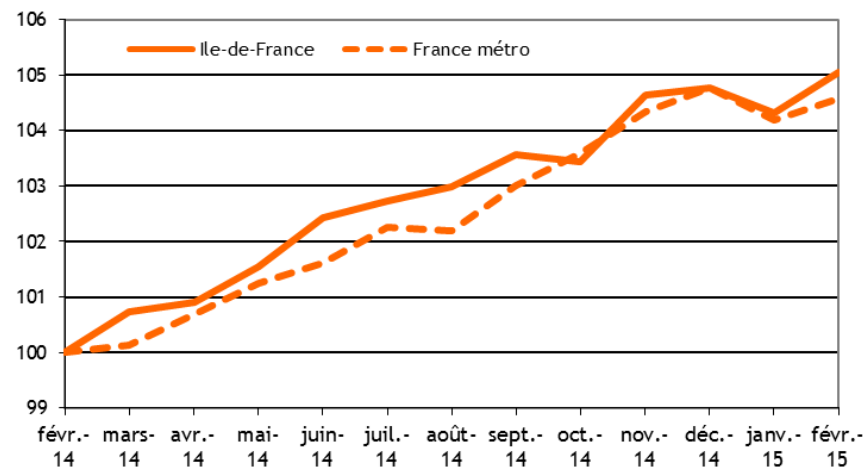
En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés augmente de +0,4 % dans la région et de +0,6 % en France métropolitaine.

Sur un an, la hausse en catégorie A s'élève à +5,1 % en Île-de-France et +4,6 % en France métropolitaine. Pour la catégorie ABC, l'augmentation atteint +6,1 % en région francilienne et +6,5 % au niveau national.

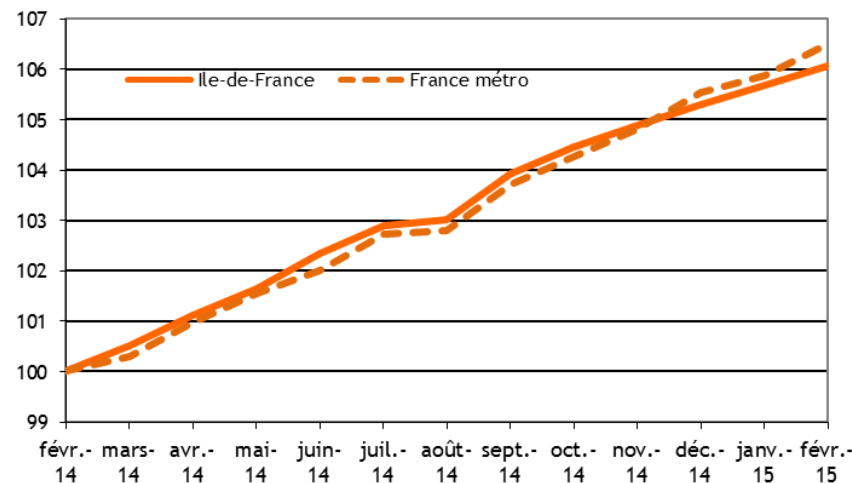
Après des signes d'accalmie ces deux derniers mois pour les demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite (cat. A), le mois de février marque un retour à la hausse à la fois en Île-de-France et en France métropolitaine. Le nombre de demandeurs en catégorie ABC continue quant à lui de progresser, comme c'est le cas depuis dix-huit mois.

Février 2015	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	<b>662 820</b>	3 494 400	<b>0,7</b>	0,4	<b>5,1</b>	4,6
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	<b>929 130</b>	5 262 500	<b>0,4</b>	0,6	<b>6,1</b>	6,5

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en février 2014)



Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en février 2014)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2015

En février 2015, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de manière soutenue dans tous les départements, à l'exception des Yvelines, moins affectées (+0,2 %).

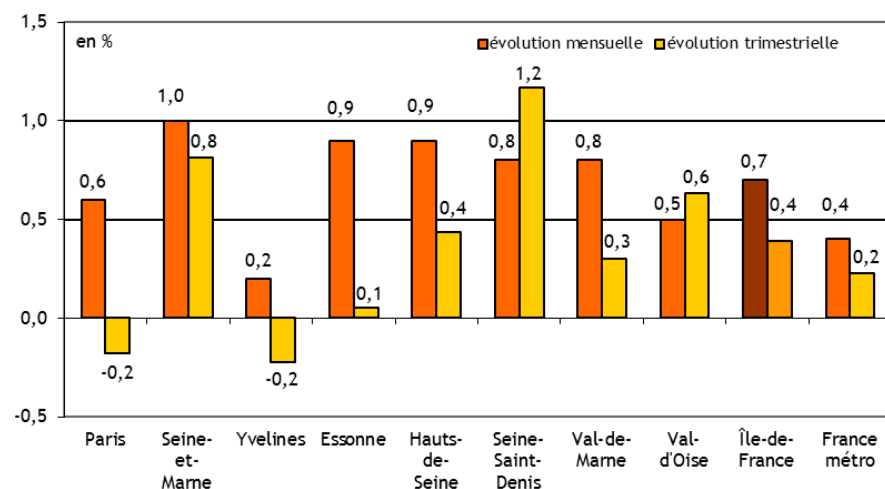
En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi progresse également dans tous les départements franciliens, de +0,1 % à Paris jusqu'à +0,7 % en Essonne.

Sur trois mois, le nombre de demandeurs en catégorie A augmente de +0,4 % en Île-de-France et de +0,2 % au niveau national. Paris et les Yvelines affichent même une baisse sur les trois derniers mois tandis que la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis n'ont pas bénéficié de l'amélioration observée les deux précédents mois.

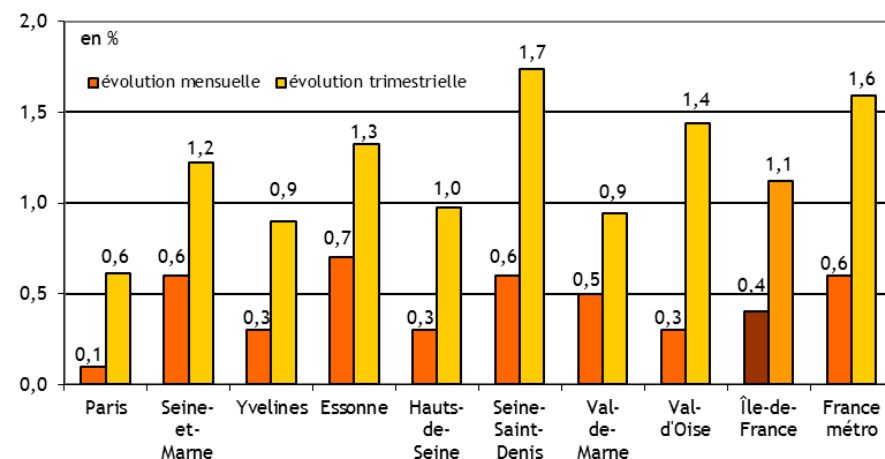
En catégorie ABC, l'augmentation sur les trois derniers mois atteint +1,1 % en région francilienne et +1,6 % en France métropolitaine. La Seine-Saint-Denis est le département le plus affecté, suivie par les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise.

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	133 190	0,6	197 100	0,1
Seine-et-Marne	65 590	1,0	93 430	0,6
Yvelines	62 200	0,2	87 430	0,3
Essonne	56 560	0,9	80 920	0,7
Hauts-de-Seine	80 190	0,9	110 450	0,3
Seine-Saint-Denis	119 590	0,8	160 340	0,6
Val-de-Marne	74 030	0,8	101 350	0,5
Val-d'Oise	71 470	0,5	98 110	0,3
<b>Île-de-France</b>	<b>662 820</b>	<b>0,7</b>	<b>929 130</b>	<b>0,4</b>
France métropolitaine	3 494 400	0,4	5 262 500	0,6

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2015

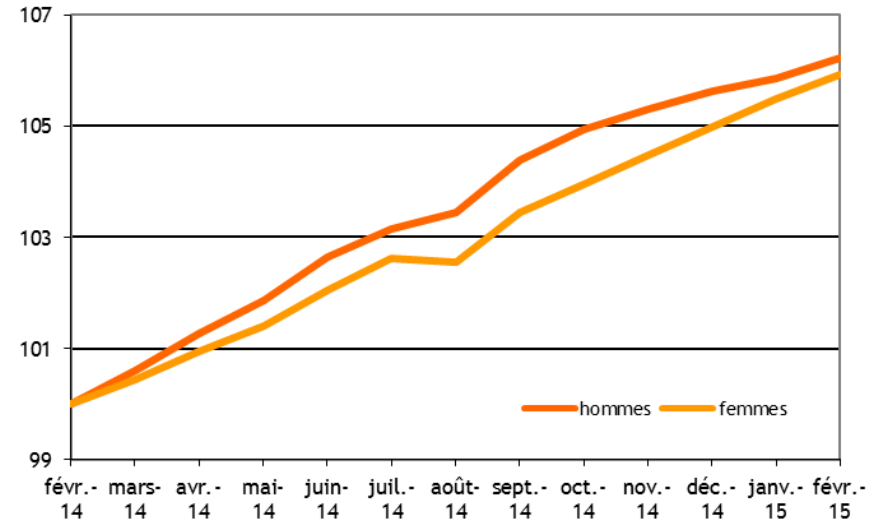
## La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

La demande d'emploi en Île-de-France augmente en février 2015 de +0,3 % pour les hommes et de +0,4 % pour les femmes. En France métropolitaine, la hausse est identique pour les hommes et pour les femmes à +0,6 %.

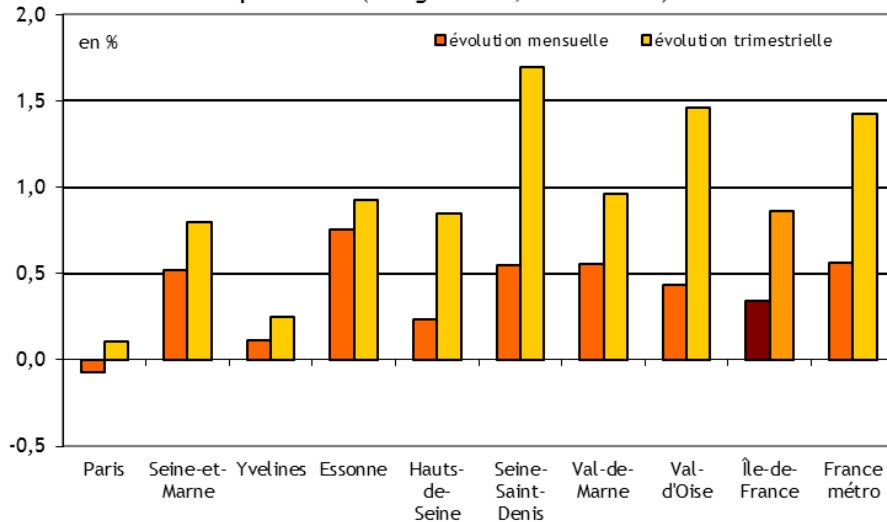
Sur les trois derniers mois, la demande d'emploi en catégorie ABC croît plus rapidement pour les femmes (+1,4 %) que pour les hommes (+0,9 %). En France métropolitaine, l'écart est un peu moins important (+1,8 % pour les femmes et +1,4 % pour les hommes).

Ainsi, tous les départements franciliens affichent au mois de février des évolutions assez similaires pour les deux sexes. En revanche, sur trois mois, la demande d'emploi des femmes augmente plus fortement à Paris, dans les Yvelines, en Seine-et-Marne et en Essonne.

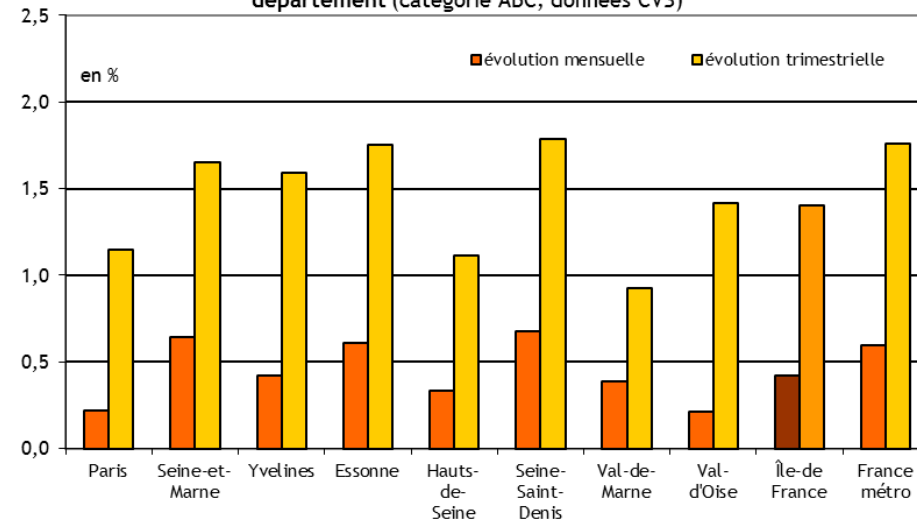
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 février 2014)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



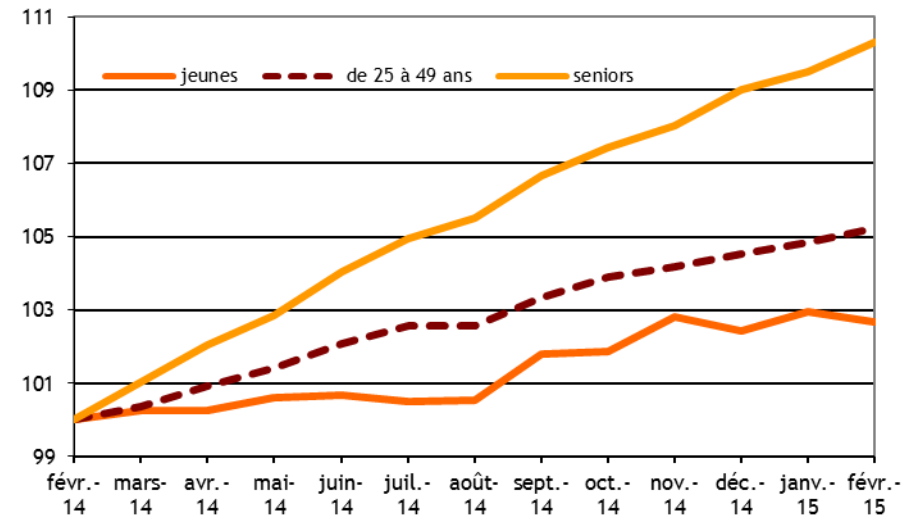
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2015

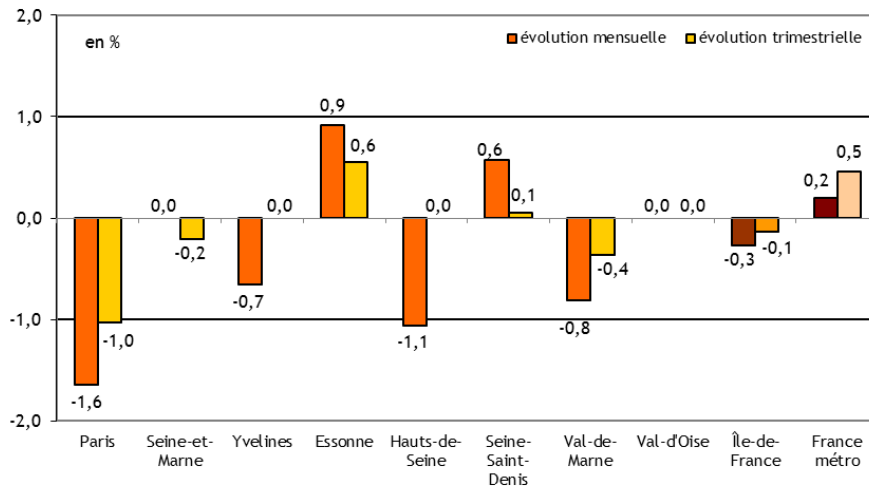
## La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

- Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi en Île-de-France diminue au mois de février 2015 (-0,3 %) et affiche un niveau stable (-0,1 %) sur les trois derniers mois. Au niveau national, le nombre de demandeurs de moins de 25 ans progresse de +0,2 % en février, et de +0,5 % sur les trois derniers mois.
- L'Essonne et la Seine-Saint-Denis sont les deux seuls départements à connaître une hausse de la demande d'emploi des jeunes en février, mais également sur trois mois (bien que très légère pour le département séquanodionysien). La baisse est en revanche très marquée à Paris, qu'il s'agisse de février ou des trois derniers mois.
- La demande d'emploi des seniors augmente de manière similaire en Île-de-France et au niveau national, avec des hausses mensuelles et trimestrielles soutenues.

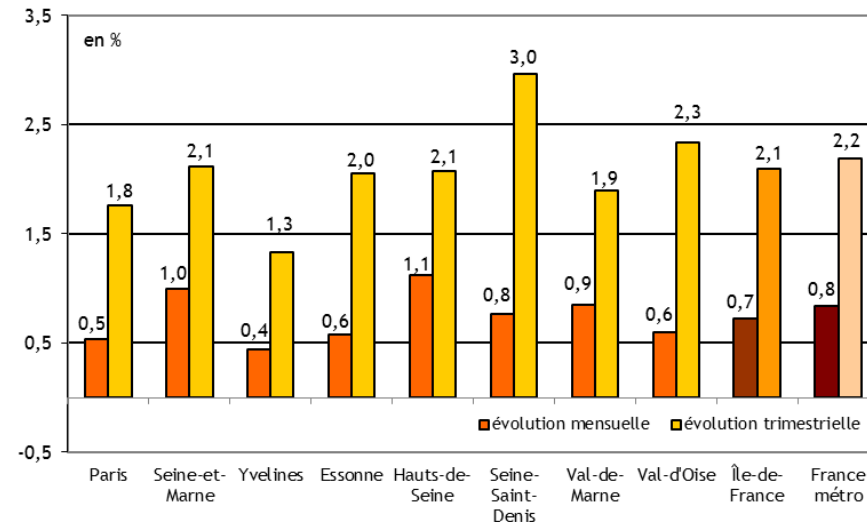
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 février 2014)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE



# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2015

## Les demandeurs d'emploi par catégorie professionnelle\* et par métier recherché

En février 2015, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC se stabilise pour les cadres et augmente de manière similaire pour le reste des catégories professionnelles (entre +0,4 % et +0,5 %).

Sur trois mois, les cadres sont encore une fois les seuls à voir leur demande d'emploi rester stable (+0,2 %). A l'inverse, les employés de commerce et des services sont les plus touchés (+1,7 %).

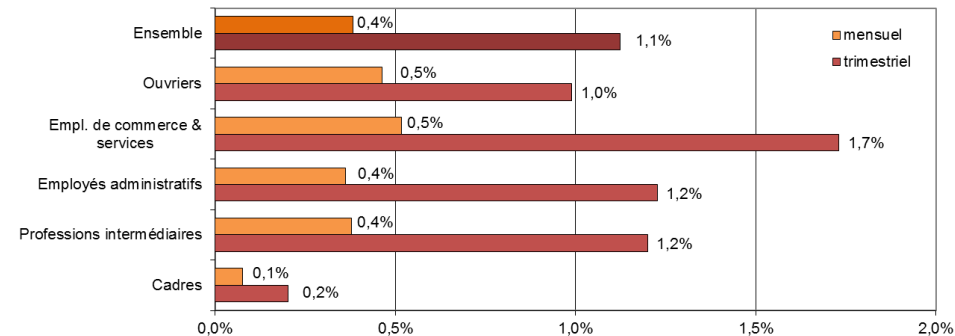
Après une forte augmentation au mois précédent, la demande d'emploi stagne en février pour les métiers de l'informatique et des télécommunications. Sur trois mois, la hausse est cependant importante (+1,7 %).

Les métiers de la santé, de l'action sociale, culturelle et sportive affichent la plus forte hausse au mois de février (+1,0 %) mais également sur les trois derniers mois (+2,8 %). Les services aux particuliers et aux collectivités, le bâtiment et les travaux publics ainsi que l'hôtellerie et la restauration sont également fortement touchés.

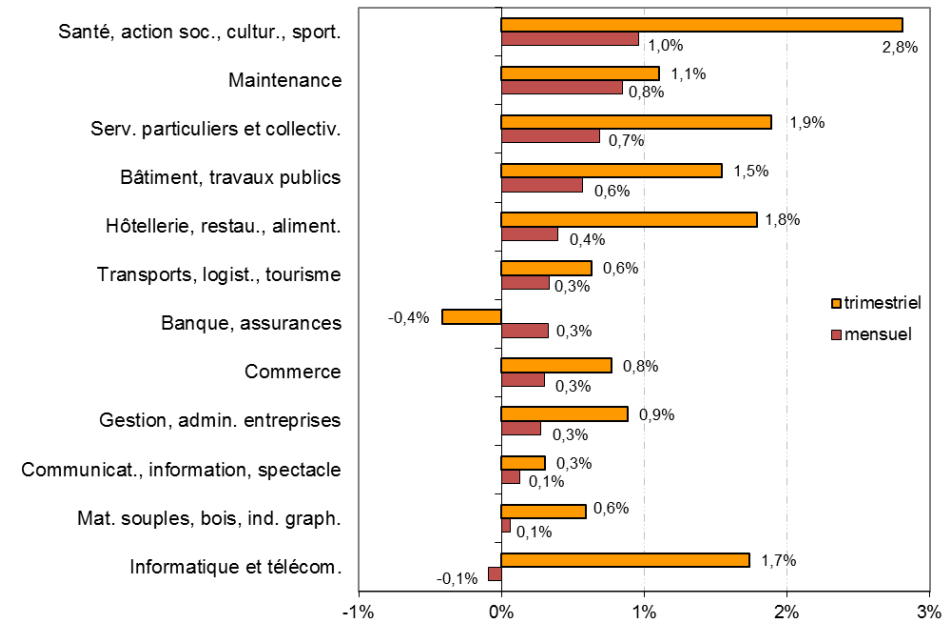
Les métiers de la banque et des assurances enregistrent de nouveau la seule baisse sur trois mois du nombre de demandeurs d'emplois (-0,4 %), et ce malgré une légère hausse au mois de février.

*\*La catégorie professionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.*

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC - données CVS)



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS)



# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2015

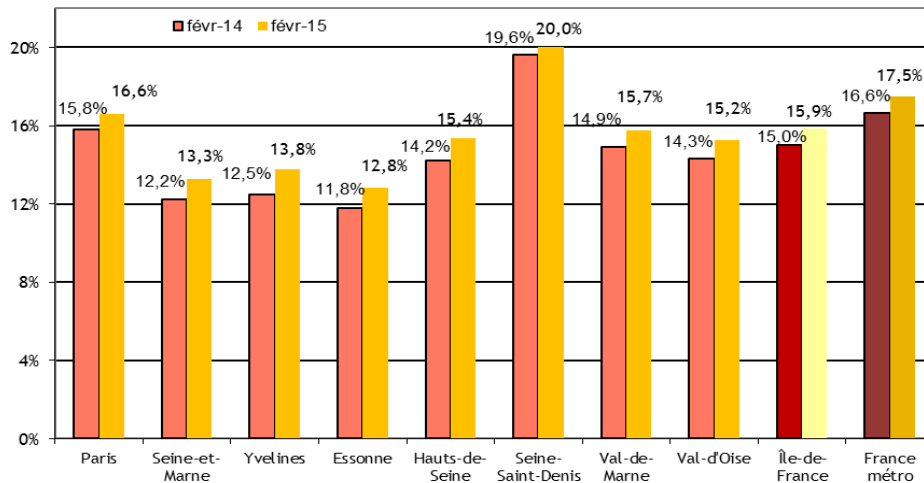
## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

En février 2015, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente de +0,4 % en Île-de-France et de +10,4 % en un an. Le nombre de demandeurs inscrits depuis moins d'un an croît de +0,3 % en février et de +3,1 % en un an.

La part des demandeurs d'emploi franciliens inscrits depuis un an ou plus s'élève à 43,1 %, contre 41,4 % un an auparavant.

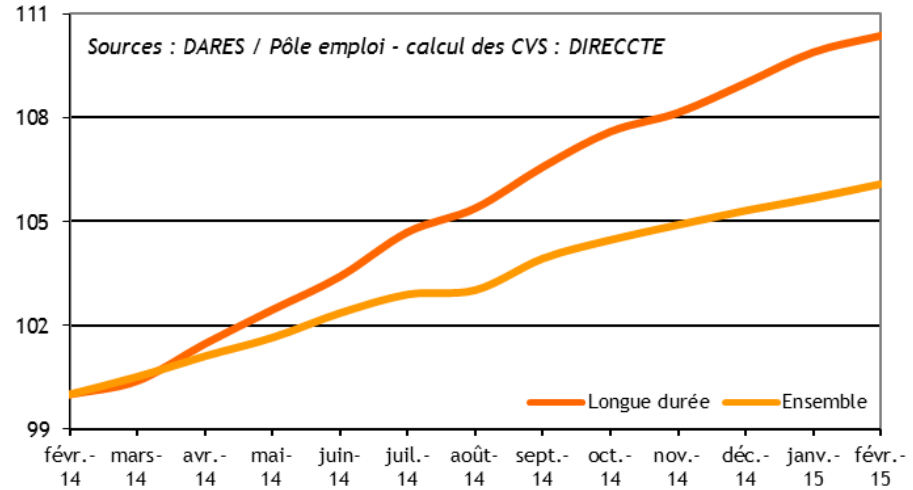
15,9 % des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires du RSA en Île-de-France, contre 17,5 % en France métropolitaine. En un an, cette part a progressé de +0,9 point en Île-de-France ainsi qu'en France métropolitaine.

Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA

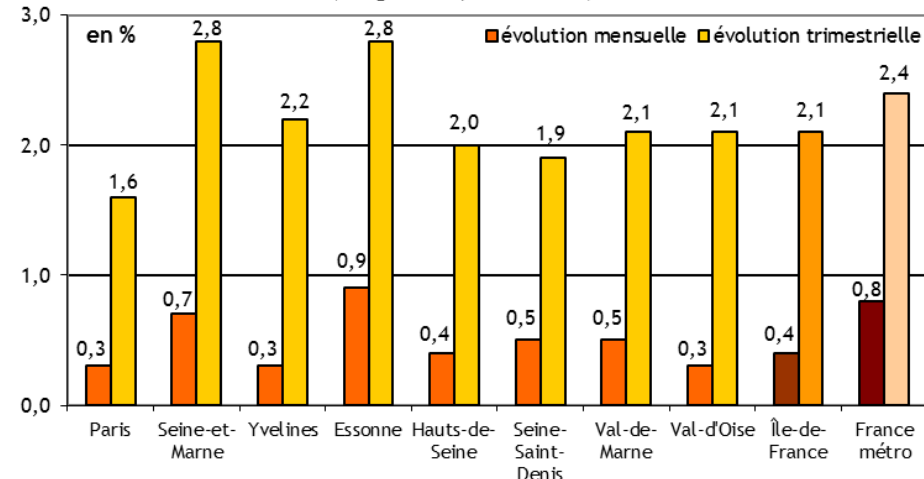


Sources : DARES / Pôle emploi - données brutes

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 février 2014)



Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# Les entrées et les sorties à la fin du mois de février 2015

## Les entrées et les sorties de Pôle emploi

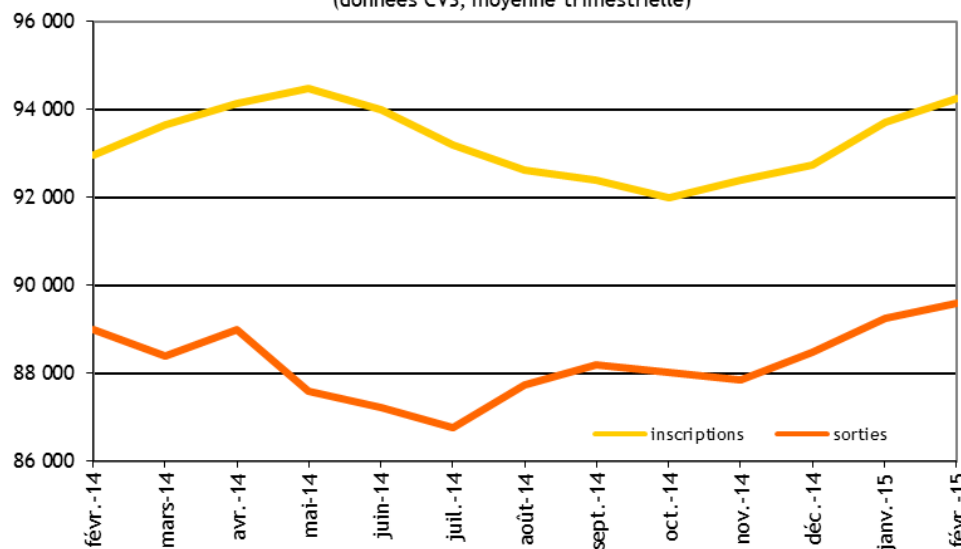
En février 2015, le nombre d'entrées ainsi que le nombre de sorties enregistrées à Pôle emploi progressent légèrement par rapport au mois de janvier (données corrigées des variations saisonnières).

En moyenne trimestrielle, le nombre d'entrées et le nombre de sorties connaissent également une augmentation similaire (+2,0 %) par rapport à la moyenne des trois mois précédents.

Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 44 % des inscriptions, parmi lesquelles 6 % font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, la seule baisse notable du nombre d'entrées concerne le motif de fin de mission d'intérim. Les entrées pour fin de CDD restent stables, tandis qu'elles augmentent pour le reste des motifs, et tout particulièrement pour les premières entrées et les reprises d'activité.

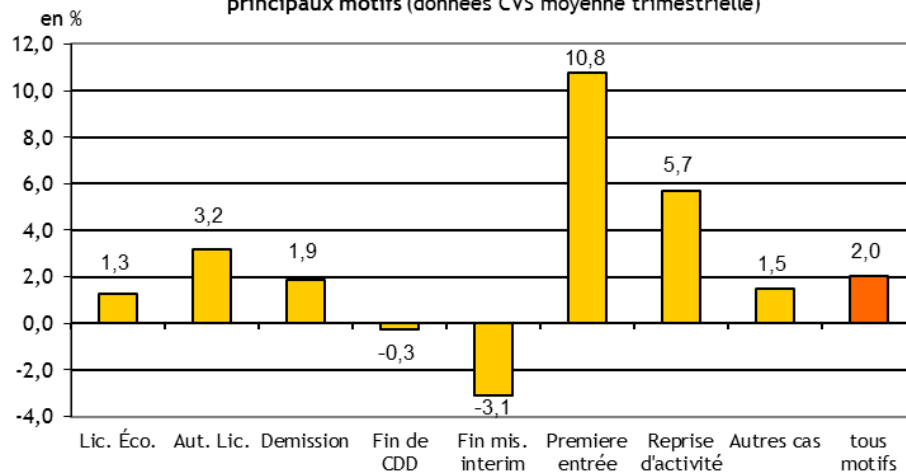
Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent 47 % des motifs, ce qui limite la portée de l'analyse. Sur trois mois glissants, les entrées en stage (7 % des motifs) connaissent une très forte hausse. Pour le reste des motifs, le nombre de sorties reste à peu près stable, mis à part pour les « autres cas » de sortie, qui augmentent également.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# Le taux de chômage au 3ème trimestre 2014

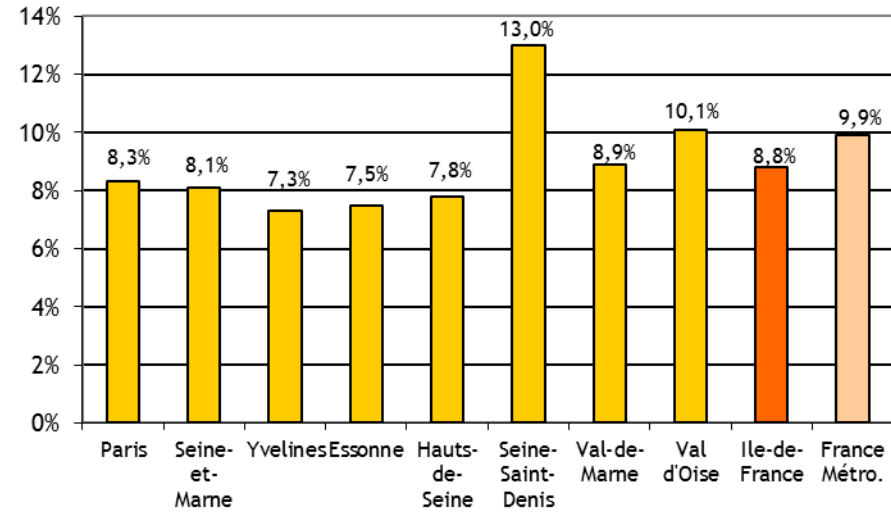
➤ *Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données a été publiée à partir du 4ème trimestre 2013, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétrolés » pour les rendre comparables aux taux qui sont publiés maintenant.*

□ Au troisième trimestre 2014, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,8 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, en hausse de +0,2 point par rapport au deuxième trimestre 2014. En France métropolitaine, il augmente également de +0,2 point, pour atteindre 9,9 % de la population active.

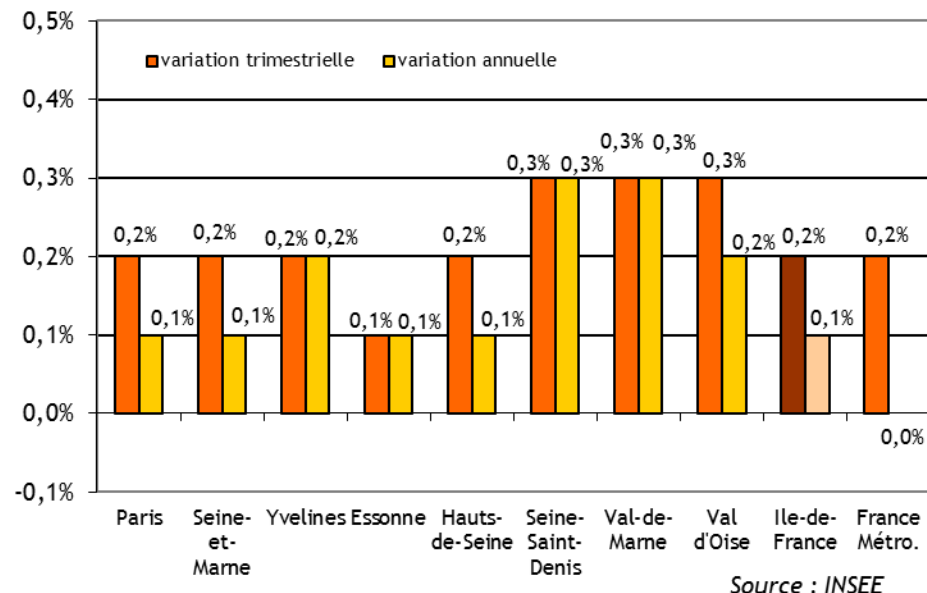
□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France progresse de +0,1 point tandis qu'il demeure stable sur l'ensemble du territoire français. Le taux francilien reste néanmoins nettement inférieur (-1,1 point) au taux national (hors DOM).

□ La Seine-Saint-Denis est toujours le département francilien où le taux de chômage est le plus fort, atteignant 13,0 % (+0,3 point par rapport au deuxième trimestre). Il est suivi par le Val-d'Oise où il s'élève à 10,1 % (+0,3 point également). Ce sont les deux seuls départements franciliens où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.

Taux de chômage localisé au 3ème trimestre 2014



Évolution du taux de chômage localisé au 3ème trimestre 2014



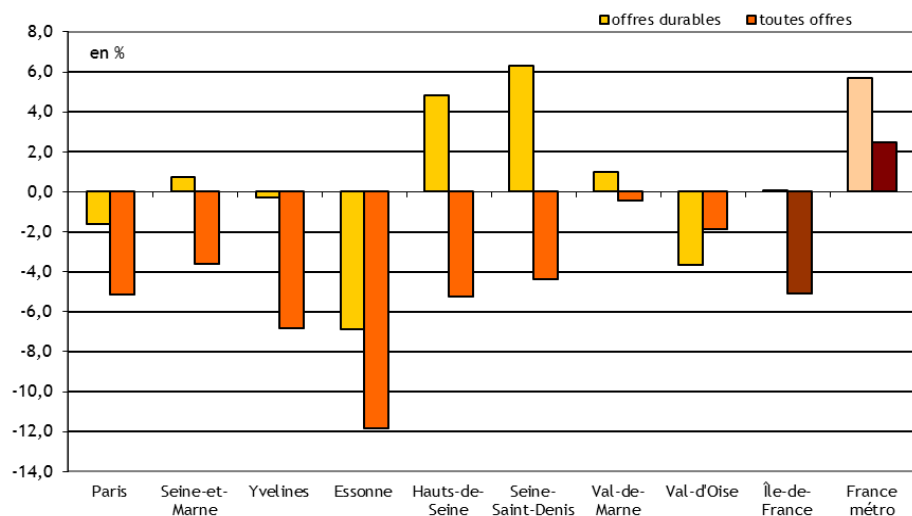
# Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin février 2015

En février 2015, 40 040 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 24 960 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Le nombre d'offres diminue légèrement par rapport au mois précédent.

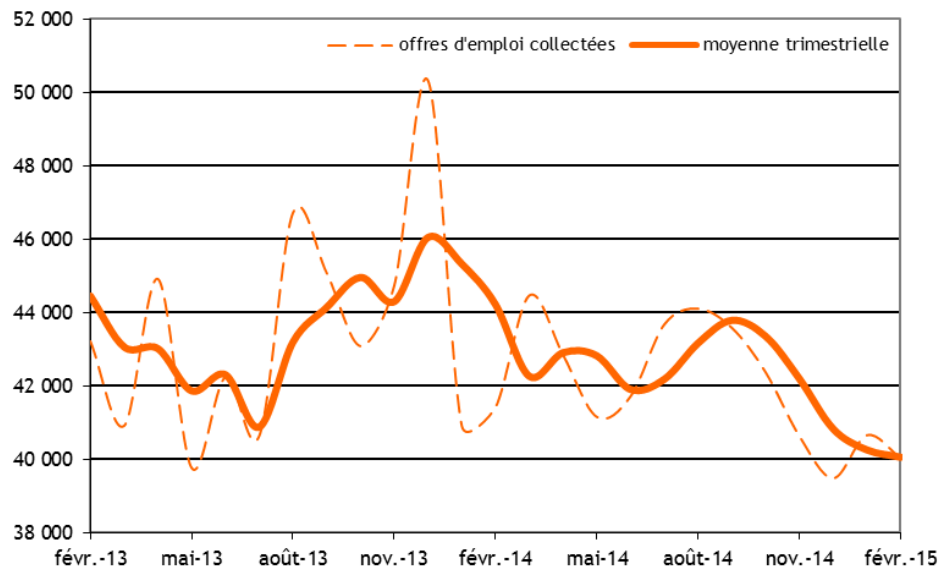
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région diminue sensiblement, du fait de la forte baisse des offres non durables et de la stagnation des offres durables.

En France métropolitaine, le nombre d'offres d'emploi collectées augmente, grâce à la hausse du nombre d'offres d'emploi durables tandis que les offres non durables restent à peu près stables.

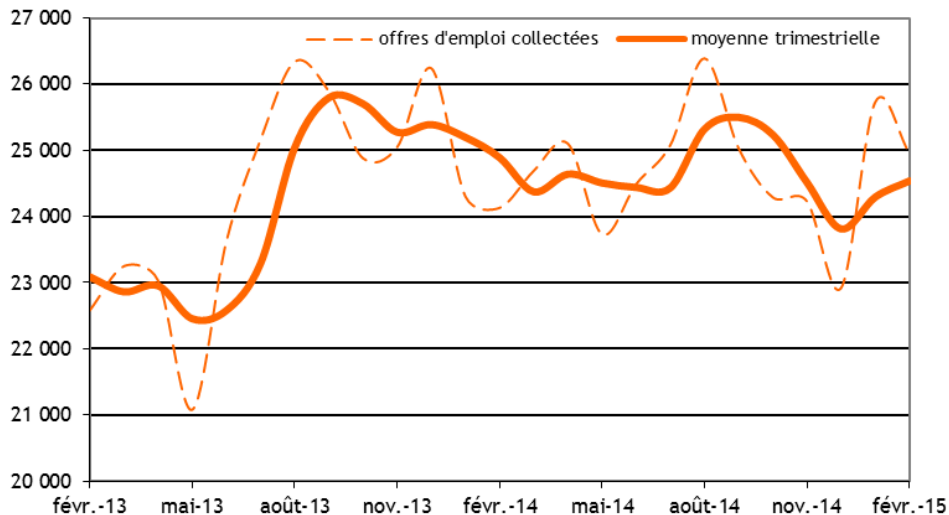
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis février 2013 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis février 2013 (données CVS)



Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# L'intérim à fin décembre 2014

▣ Près de 282 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de décembre 2014 en Île-de-France, ce qui représente, en moyenne journalière, 94 100 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

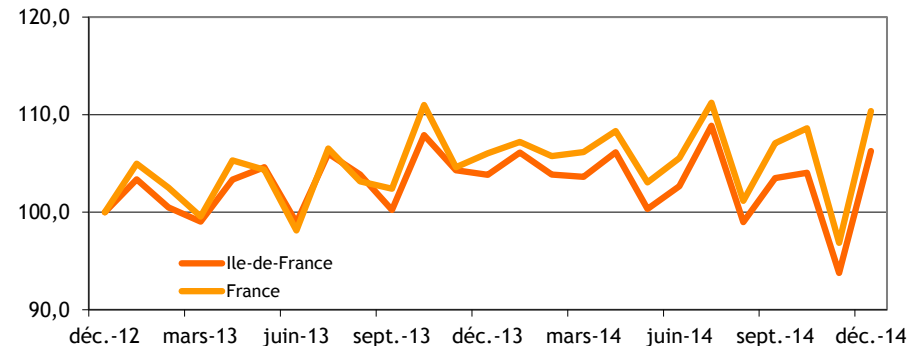
▣ Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP ont augmenté ce mois-ci. Toutefois, en moyenne sur le 4<sup>ème</sup> trimestre 2014, le nombre d'intérimaires diminue : -2,3 % par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 (données CVS).

▣ L'utilisation de l'intérim dans l'industrie continue de progresser : +1,2 % pour le nombre d'intérimaires en EETP par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014. En particulier, la fabrication de matériels de transport enregistre une hausse de +4,8 % en un trimestre.

▣ La construction enregistre un nouveau recul, pour le 15<sup>ème</sup> mois consécutif, mais cette baisse est moins importante qu'au cours du dernier mois : -9,4 % ce trimestre par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014.

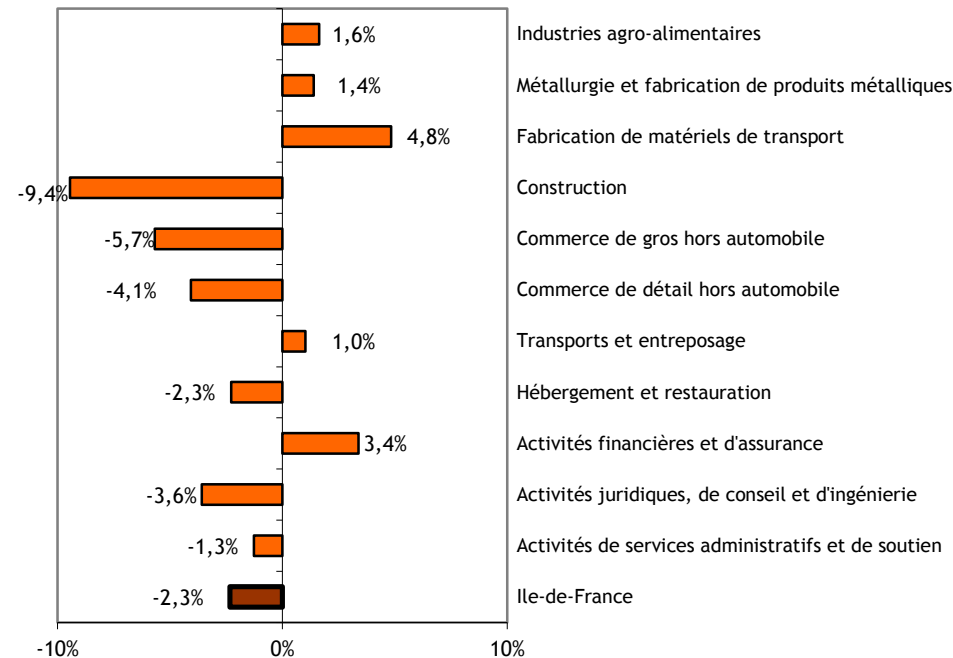
▣ L'intérim enregistre une baisse dans le tertiaire (-1,7 % par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014), avec des différences suivant les principaux secteurs : des hausses dans les activités financières et le transport et entreposage (resp. +3,4 % et +1,0 %) et des baisses dans les autres secteurs, notamment le commerce de gros, le commerce de détail et les activités juridiques et de conseil (resp. -5,7 %, -4,1 % et -3,6 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin décembre 2012)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

# L'emploi salarié au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014

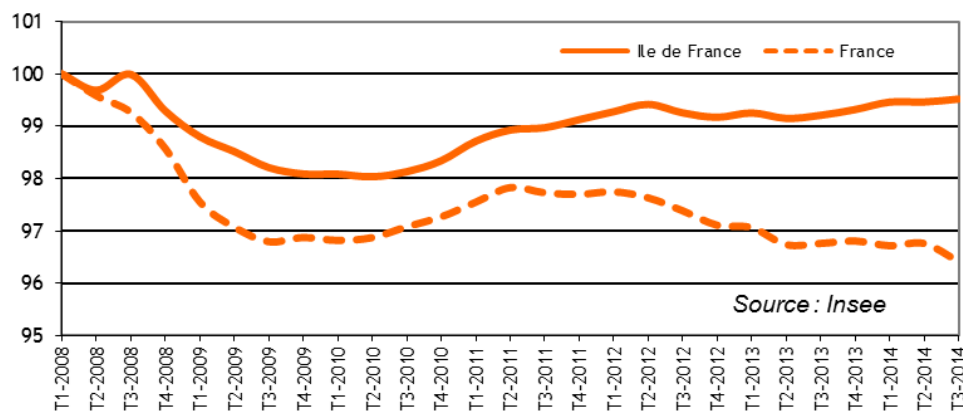
□ Au troisième trimestre 2014, l'emploi salarié marchand continue de très légèrement progresser (+2 400 emplois, soit +0,1 %) selon les estimations provisoires de l'Insee, à l'image des précédents trimestres. En France métropolitaine, on assiste en revanche à un repli (-0,4 %, soit -55 200 emplois).

□ Sur un an, l'emploi salarié progresse de +0,3 % en région francilienne, tandis qu'il recule de -0,4 % en France métropolitaine.

□ Les départements franciliens connaissent, selon ces estimations provisoires, des évolutions assez différenciées par rapport au trimestre précédent. L'emploi salarié marchand augmente nettement en Seine-Saint-Denis (+0,8 %, +3 300 postes) et à Paris (+0,4 %, soit +4 800 postes). Les plus fortes baisses touchent la Seine-et-Marne (-0,6 %, soit -1 900 emplois) et le Val-d'Oise (-0,5 %, soit -1 600 postes).

□ En rythme annuel, on retrouve les plus fortes hausses en Seine-Saint-Denis (+1,6 %, +6 400 postes) et à Paris (+1,0 %, +13 100 emplois). Sur un an, le département qui perd le plus d'emplois reste les Yvelines (-1,7 %, -6 300 postes), après la destruction de près de 5 800 emplois lors du premier trimestre de l'année. Les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise connaissent également une baisse, mais qui reste modeste (-0,3 %).

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2014	Evolution trimestrielle (par rapport au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2014)		Evolution annuelle (par rapport au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2013)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 282 740	4 772	0,4	13 101	1,0
Seine-et-Marne	300 252	-1 934	-0,6	1 393	0,5
Yvelines	366 872	-291	-0,1	-6 260	-1,7
Essonne	299 192	-1 338	-0,4	997	0,3
Hauts-de-Seine	813 068	-1 129	-0,1	-2 077	-0,3
Seine-Saint-Denis	396 903	3 314	0,8	6 409	1,6
Val-de-Marne	357 061	-1 618	-0,5	75	0,0
Val-d'Oise	261 402	588	0,2	-864	-0,3
<b>Ile-de-France</b>	<b>4 077 489</b>	<b>2 364</b>	<b>0,1</b>	<b>12 773</b>	<b>0,3</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>15 373 300</b>	<b>-55 200</b>	<b>-0,4</b>	<b>-55 300</b>	<b>-0,4</b>

Source : Insee

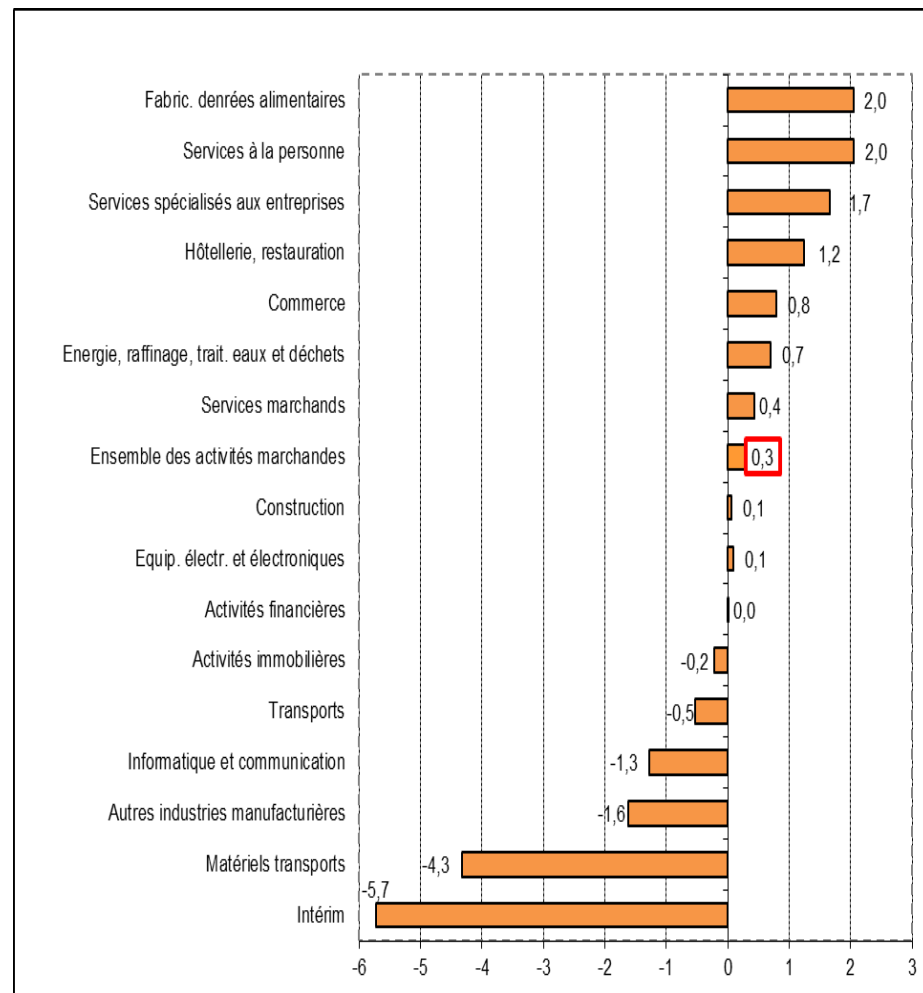
# L'emploi salarié au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014

□ Au troisième trimestre 2014, le nombre d'emplois dans l'industrie se maintient en Île-de-France (+0,1 %), après sept trimestres consécutifs de baisse. L'emploi reste également stable dans le commerce (0,0 %) et pour les services marchands (+0,1 %). Dans la construction, on constate en revanche un recul de l'emploi salarié marchand (-0,5 %).

□ Sur un an, le commerce enregistre une hausse de plus de 5 400 emplois (+0,8%) tandis que le nombre de salariés stagne dans la construction (+0,1 %, soit +200 postes). L'industrie connaît une baisse annuelle de l'emploi salarié marchand (-1,0 %, soit -4 500 emplois). En son sein, la plus forte baisse touche la fabrication de matériels de transports. Les « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...) sont aussi affectées par la baisse.

□ Les services marchands gagnent 11 600 emplois (+0,4 % sur un an). Les services à la personne enregistrent la plus forte hausse (+2,0 %) suivis par le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...) à +1,7 %. Ces deux secteurs ont néanmoins peu évolué lors du troisième trimestre. A l'inverse, l'intérim baisse fortement, annuellement (-5,7 %) et sur le dernier trimestre (-3,5 %). L'emploi au sein de l'informatique, des médias et de la communication affiche une baisse sur un an (-1,3 %) mais progresse sur le trimestre (+0,4 %).

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 3<sup>ème</sup> trimestre 2013 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi



# L'activité partielle en février 2015

En février dernier, 209 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte.

Elles correspondent à 994 194 heures autorisées à être chômées.

En février 2015, une autorisation portait à elle seule sur 150 000 heures d'activité partielle, accordées à un constructeur automobile des Yvelines.

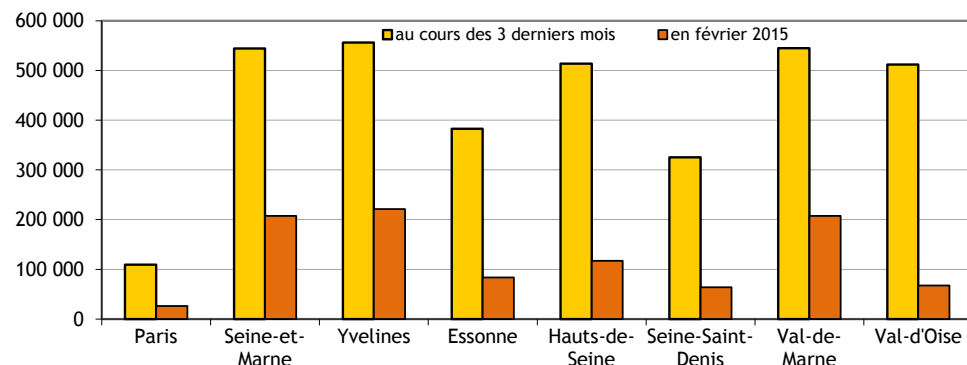
Ce département regroupe ainsi le plus d'heures autorisées en février dernier (22 %, contre 16 % en moyenne au cours des trois derniers mois).

Le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne concentrent chacun 21 % des heures demandées ce mois-ci dans la région francilienne.

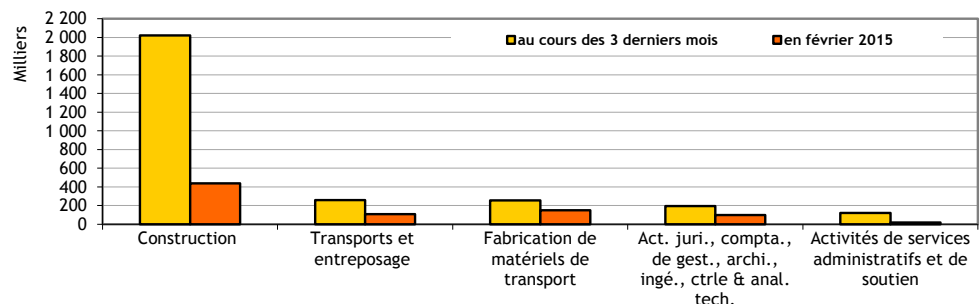
Le secteur de la construction a demandé près de la moitié des heures au mois de février, avec 436 832 heures réparties en 94 demandes. Plus de 235 000 heures sont notamment concentrées dans le secteur des travaux de construction spécialisés.

Le secteur des transports a obtenu des autorisations pour 110 361 heures réparties en 22 demandes. La majeure partie de ces heures concerne le transport terrestre.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en février	209	17	36	28	35	21	23	28	21
cumul 2015	380	49	58	53	68	35	33	38	46
Heures associées en février	994 194	26 412	207 257	221 260	83 720	116 849	63 705	207 762	67 228
cumul 2015	1 846 901	73 303	275 771	339 014	271 774	287 154	172 118	302 906	124 861

Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

# Les procédures de licenciement collectif en février 2015

En février, 52 procédures concernant 2 535 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte. Parmi ces emplois, 835 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.

Le nombre des emplois menacés est à un niveau élevé pour le deuxième mois consécutif, alors qu'il avait été inférieur à 2 000 durant six mois.

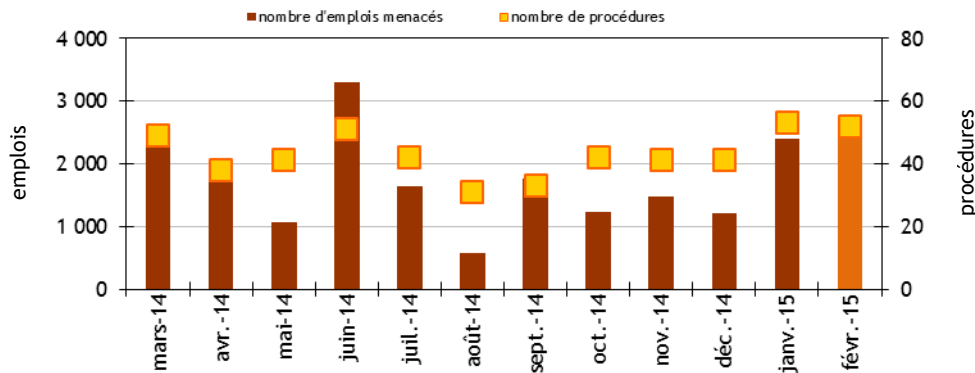
Les départements qui concentrent le plus de menaces en proportion de leur emploi local sont tout d'abord la Seine-Saint-Denis, puis le Val-de-Marne avec respectivement 1,7 et 1,2 emploi local menacé sur 1 000 postes.

Avec 0,5 emploi local sur 1 000 menacé, Paris est dans une situation intermédiaire alors que les Hauts-de-Seine et les départements de la grande couronne sont plus épargnés.

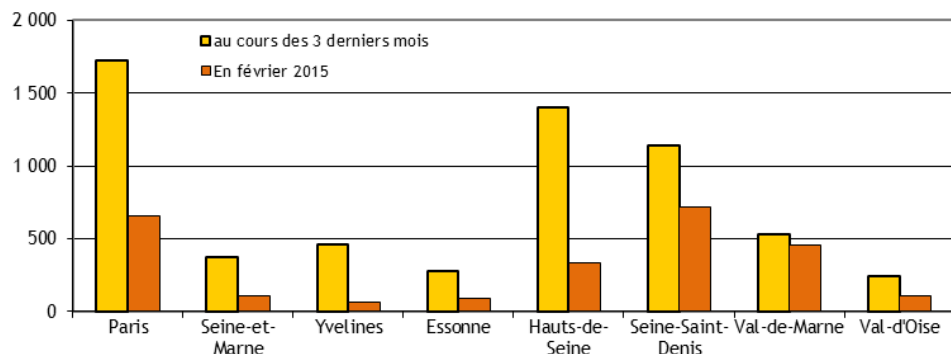
Le secteur le plus affecté est celui de l'organisation de jeux de hasard et d'argent, avec 413 emplois menacés par deux procédures.

Ce sont ensuite le secteur du transport et entreposage ainsi que celui de la construction qui sont les plus concernés.

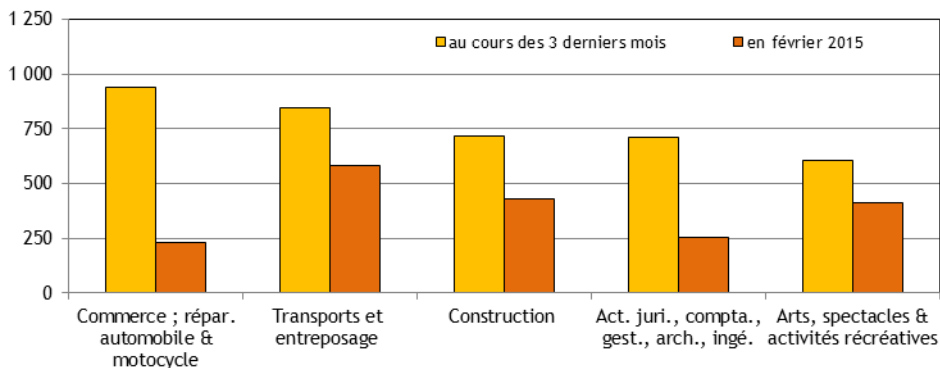
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en février	52	12	5	2	5	10	6	8	4
cumul 2015	105	26	14	5	9	20	11	12	8
Salariés concernés	2 535	656	112	68	87	334	715	454	109
cumul 2015	4 931	1 409	269	198	209	1 193	907	518	228